

**Modèle de convocation à l'entretien préalable au licenciement
dans l'intérêt du service**

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception

Ou

Lettre remise en main propre contre signature

*Madame/Monsieur,.....
(Adresse de l'agent)*

Objet : Convocation à l'entretien préalable au licenciement dans l'intérêt du service

Madame/Monsieur,.....

Le, (date) à (lieu)

J'ai le regret de vous informer, qu'en application de l'article 39-3 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, j'envisage d'engager à votre rencontre une procédure de licenciement dans l'intérêt du service pour le motif suivant *(exposer le ou les motifs justifiant le licenciement : suppression de poste, refus de modification d'un élément substantiel du contrat...)*

(Si l'agent relève de l'article 42-2 du décret n°88-145 du 15 février 1988). La Commission Consultative Paritaire a rendu un avis sur la perspective du licenciement le

Conformément à l'article 42 du décret n°88-145 du 15 février 1988, je vous invite à un entretien préalable qui aura lieu le *(compter minimum 3 semaines en cas d'envoi de la lettre en recommandé avec accusé de réception, minimum 5 jours ouvrables en cas de remise de la lettre en main propre)* à *(lieu de l'entretien).*

Au cours de cet entretien, vous pouvez vous faire assister de la personne de votre choix et présenter des observations.

(Le cas échéant) Je vous informe également que dans le cadre de cette procédure, vous avez le droit d'obtenir communication de votre dossier individuel. Ces documents seront tenus à votre disposition *(préciser les modalités de consultation envisagées - prévoir un temps suffisant entre la période de consultation du dossier proposée et la date de l'entretien préalable)* . Lors de cette consultation, vous pouvez vous faire accompagner de la personne de votre choix.

Vous êtes informé(e) que, dans l'hypothèse où vous ne vous présenteriez pas à l'entretien préalable et *(le cas échéant)* que vous n'exerceriez pas votre droit à communication du dossier, je poursuivrai la procédure de licenciement.

Je vous prie d'agréer, *Madame, Monsieur,* l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire/Le Président